

## Élections fédérales

### **Un changement de cap est nécessaire! Appel des mouvements sociaux du Québec**

Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a déchiré le protocole de Kyoto. Il a subventionné et avantagé l'industrie pétrolière des sables bitumineux, contribuant à faire du Canada un des pays les plus polluants de la planète. Il a annulé plusieurs centaines d'études d'impact environnemental de projets industriels, notamment ceux reliés à l'extraction des ressources naturelles.

Il continue d'ignorer les demandes répétées pour la tenue d'une commission d'enquête publique sur les 1200 femmes autochtones assassinées ou disparues en trente ans. Il a détruit le registre des armes à feu, qui s'était pourtant avéré fort utile dans la lutte contre la violence faite aux femmes.

Le gouvernement Harper a affaibli les espaces démocratiques, réduit les moyens d'agir de la société civile et tenté d'empêcher la population de s'exprimer. Il a coupé les vivres aux groupes de femmes, aux ONG de coopération internationale, aux organismes d'éducation populaire et aux autres groupes qui ne partagent pas sa vision du monde. Il veut maintenant aller fouiller dans les livres comptables des syndicats pour s'assurer qu'ils ne se mêlent pas de politique.

Il a sabré dans la recherche scientifique et licencié plus de 2000 scientifiques travaillant pour le gouvernement fédéral. Il a coupé un demi-milliard de dollars à Radio-Canada, ce qui a entraîné la suppression de plus de 3000 postes et mis en péril la qualité de la programmation du diffuseur public. Il s'est attaqué à la livraison du courrier à domicile.

Le gouvernement conservateur a contribué à élargir les écarts de revenu de sorte que, selon une étude récente, une personne de 20 ans, provenant des 10 % des familles les plus riches, dispose d'un patrimoine supérieur aux revenus de toute une vie d'une personne de 60 ans d'une famille de la classe moyenne. Il a refusé de poursuivre les subventions à long terme à 554 000 logements sociaux, mettant en danger leur accessibilité financière pour les ménages à plus faible revenu. Il a refusé de bonifier le Régime de pension du Canada pour plutôt augmenter l'âge de la retraite à 67 ans. Il a coupé dans les transferts aux provinces en matière de santé et en matière de programmes sociaux (éducation, aide sociale, etc.)

Par son odieuse réforme de l'assurance-emploi, il a notamment obligé les chômeurs et les chômeuses à accepter des emplois à des salaires inférieurs, non liés à leurs compétences et éloignés de leur lieu de résidence, désavantageant ainsi plus fortement les catégories déjà vulnérables sur le marché du travail telles que les femmes, les jeunes et les travailleurs et travailleuses précaires (dont ceux et celles qui ont des emplois saisonniers).

Le gouvernement Harper a réduit les avantages fiscaux accordés aux fonds de travailleurs, tout en multipliant ceux profitant surtout aux plus riches, comme les Comptes d'épargne libres d'impôt (CELI) et le fractionnement du revenu entre conjoints.

Il a fait fi de toutes les recommandations de diverses instances de l'ONU en matière de droits humains.

À l'étranger, sa politique s'est alignée sur celle des faucons de la droite américaine. Il a bafoué les droits du peuple palestinien en appuyant à répétition la politique d'agression d'Israël. Il a privilégié le soutien aux compagnies minières canadiennes à l'étranger au détriment de l'aide internationale au développement. Il a opté pour la guerre, les déclarations incendiaires et une politique militariste, alors que de plus en plus de réfugiés se voient refuser l'entrée au Canada, lorsqu'ils ne sont pas carrément expulsés. Il a entraîné le Canada dans l'obsession sécuritaire, ce qui a récemment conduit à l'adoption du projet C-51 qui accroît dangereusement les pouvoirs des services secrets canadiens.

### **Plus qu'un changement de gouvernement**

Ce n'est pas dans ce genre de société que nous voulons vivre ! Un changement de cap est nécessaire !

Nous appelons la population à chasser le gouvernement en place. Quant aux partis d'opposition, nous les pressons de s'engager à promouvoir, au Canada comme à l'étranger, une politique basée sur la justice sociale et environnementale, sur les droits humains, sur la démocratie, sur la paix, sur la reconnaissance et le respect des droits des peuples autochtones et sur un nouveau paradigme économique au service des personnes et non l'inverse.

Il ne s'agit donc pas seulement de s'opposer aux conservateurs de Stephen Harper, il s'agit aussi de reprendre le contrôle de notre avenir collectif.

### **Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)**

**Alternatives**

**ATTAC-Québec (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens)**

**Coalition Solidarité Santé**

**Coalition Vigilance Oléoducs (CoVO)**

**Comité de solidarité Trois-Rivières**

**Confédération des syndicats nationaux (CSN)**

**Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CCSNM)**

**Coulez pas chez nous!**

**Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)**

**Fédération des femmes du Québec (FFQ)**

**Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)**

**Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ)**

**Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)**

**Fondation Rivières**

**Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)**

**Institut de coopération pour l'éducation aux adultes (ICEA)**

**Jeunes médecins pour la santé publique**

**Ligue des droits et libertés (LDL)**

**Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)**

**Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC)**

**Mouvement PHAS (Personnes handicapées pour l'accès aux services)**

**Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux**

**Réseau québécois pour la simplicité volontaire**

**Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)**